



REPONSE DU SIEA A LA CONSULTATION PUBLIQUE CONCERNANT LA REALISATION DES RACCORDEMENTS FINALS FTTH

Améliorer la qualité du raccordement final

Les difficultés identifiées dans le cadre du groupe de travail exploitation

QUESTION 1 – RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous la synthèse établie par les services de l'Autorité des travaux d'état des lieux du groupe de travail « exploitation » ?

Nous partageons cette synthèse.

Nous faisons remarquer que le groupe de travail exploitation traite principalement du PM et de sujet liés aux SI. Des STAS devraient sortir mais l'adduction client n'est encore pas prise en compte.

Sur la base des travaux du groupe de travail nous avons mis à jour nos contrats de sous traitance afin de les appliquer avec les OC qui arrivent sur notre RIP pour intégrer des pénalités sur des malfaçons identifiées (voir Annexe 1 : « Annexe 11 CCF »).

Les difficultés identifiées dans le cadre du groupe de travail exploitation

Responsabilisation des intervenants dans le raccordement final

QUESTION 2 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

ces flux d'informations sont-ils suffisamment exhaustifs (notamment : clichés avant/après des interventions, métadonnées) pour permettre aux opérateurs d'infrastructure de contrôler la réalisation des interventions ?

Oui si photos sont pertinentes. Les spécifications de ces photos sont toujours en discussion en Interop.

Il serait aussi intéressant de prévoir aussi une information issue du technicien de raccordement pour informer l'OI qu'il serait nécessaire d'intervenir pour remettre en ordre le PBO ou le PM.

Il va de soi que cela n'a de sens que si les OC sont assidus. A date, avec le seul OC en mode STOC, nous recevons toujours des flux CrSTOC en retard et il n'a pas implémenté le CRI.

ces flux d'informations sont-ils suffisants pour le suivi des interventions ou doivent-ils être complétés par la mise en place d'autres outils ? Détaillez le cas échéant.

Les photos accompagnées de métadonnées suffisent. Il ne faut pas perdre de vue que les process terrains doivent être acceptables pour être appliqués.

L'exploitation des données des CRI enrichies fait-il l'objet d'un contrôle systématique par l'OI ? Détaillez en les modalités le cas échéant.

Le CRI n'étant pas encore exploité, nous n'avons pas le recul pour répondre. Cela étant, vu la masse d'information, ce ne pourra être qu'un traitement statistique.

Au-delà des CRI, l'OI SIEA a un marché d'AMO pour effectuer des contrôles terrains par échantillonnage. Le CRI ne doit pas se substituer aux moyens terrains propres à l'OI pour s'assurer de la bonne tenue de son infrastructure.

QUESTION 3 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

La reprise de malfaçons est une étape indispensable dans la bonne exploitation des réseaux.

Quel délai est imparti aux opérateurs commerciaux pour leur permettre d'intervenir et reprendre les défauts constatés ?

Selon le contrat de sous-traitance de raccordement récemment mis à jour :

- Moins de 15 jours ouvrés à compter la date de signalisation par l'OI dans le cadre de ses visites techniques.
- 4 semaines pour modifier un tracé si non-respect de convention de passage.

Sauf cas urgent comme par exemple l'écrasement d'un client lors du brassage au PM qui doit être traité au plus vite et dont le process n'est pas abouti en interop.

Un processus de reprise des malfaçons partagé entre opérateurs vous apparaît-il nécessaire ? Quelles en seraient les modalités éventuelles, notamment en termes de délai ?

Oui il est nécessaire de définir un tel processus.

L'opérateur commercial devrait pouvoir dégager une disponibilité selon la gravité de la malfaçon et au maximum dans le mois qui suit la fin de la période de prévenance client.

Normalisation des ingénieries et harmonisation des STAS opérateurs

QUESTION 4 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les préconisations du recueil de spécifications techniques du comité d'experts fibre optique pour les armoires de rue, notamment dans l'utilisation de serrures et de clés triangles, vous paraissent-elles adaptées ?

Non. Nous sommes partisans de systèmes individualisés et traçables.

Le cas échéant, quels éléments pourraient devoir être améliorés ou ajoutés aux armoires pour en améliorer l'exploitation ?

Les clefs doivent permettre de savoir quel est intervenant au PM et à quel moment. Il s'agit donc d'un dispositif électronique. Cette solution est en œuvre sur tous les PM et Shelter du SIEA et donne satisfaction avec quelques effets de bords car les serrures sont parfois forcées.

QUESTION 5 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les prototypes d'armoires de rue équipés du nouveau dispositif de brassage vous paraissent-ils mieux adaptés aux opérations de brassage et de dépose des cordons optiques ?

Oui, le SIEA a d'ailleurs mis en œuvre un dispositif de brassage en M depuis 2014 et nous ne souhaitons pas revenir sur ce choix.

Ce nouveau dispositif de brassage devrait-il faire l'objet d'une normalisation par le comité d'experts fibre optique, y compris pour ce qui concerne la longueur des cordons optiques ?

Oui mais avec une certaine marge de manœuvre notamment concernant la longueur des cordons optiques qui varie d'un constructeur à l'autre.

Pour un réseau donné, si le principe de brassage est conforme dans le principe il ne faudrait pas remettre en cause l'existant.

Quelles seraient les conséquences de l'utilisation par les opérateurs commerciaux de longueurs différentes de cordons optiques selon le type d'armoires et d'opérateurs ?

Nous identifions ces conséquences :

- Complexité d'intervention et au bout du compte non-respect des règles par le technicien.
- Surstock de jarretières.

Vous paraît-il nécessaire de généraliser ce nouveau dispositif de brassage, y compris pour des armoires déjà installées ? Le cas échéant, quelles devraient être les modalités de reprise de ces armoires ?

Ca semble de bon sens pour l'exploitation future du réseau. Attention toutefois à faire preuve de mesure sur les modalités de reprises. Par exemple, le critère de longueur des Jarretières ne peut justifier un tel investissement.

QUESTION 6 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quelles sont les différences et particularités (dans les matériels, les techniques) le plus souvent constatées sur le tronçon du raccordement final chez les opérateurs ?

La question concerne surtout les OC qui utilisent les infrastructures de différents réseaux sous la responsabilité de différents OI.

L'OI SIEA a fait sorte d'harmoniser les matériels (PBO et PTO). Au PBO, les fibres dites disponibles sont coupées dans une cassette facilement identifiable et les espaces de rangement en cassette sont clairement définis. Les modèles de PTO utilisés par les OC sont connus de l'OI.

L'OI SIEA impose aussi quelques exigences sur l'étiquetage des PTO avec son logo.

Le cas échéant, quelles difficultés sont-elles susceptibles d'induire ? Quels sont les éléments techniques du raccordement final qui doivent faire l'objet d'une harmonisation supplémentaire ?

Les échanges bilatéraux entre opérateurs vous paraissent-ils suffisants pour permettre de les améliorer ?

Oui, il faut rester dans un cadre proche du terrain dans la mesure du possible.

L'organisation d'un atelier spécifique sur l'harmonisation des règles d'ingénierie entrant dans le raccordement final vous paraît-elle pertinente ?

Vue de l'OI SIEA :

Non à partir du moment où l'OI a déployé un réseau avec des composants aux normes dont les règles d'usages sont sans ambiguïtés et dont la représentation dans le SI est conforme à la réalité.

En quoi des règles d'ingénieries génériques aideraient dans le choix des composants pour déployer un réseau FTTH ?

Quel serait la plus value compte tenu des orientations déjà proposées dans les différents guides comme le recueil ou les cahiers des charges du plan France très haut débit. ?

Le cas échéant, quels sont les éléments et les modalités qui doivent être étudiées ?

Évolutions des processus interopérateurs

QUESTION 7 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Le déroulement des ateliers organisés entre opérateurs, ainsi que des études et des expérimentations lancées par certains opérateurs vous paraît-il satisfaisant pour permettre d'évaluer les bénéfices escomptés ?

Oui, c'est la bonne démarche. Dans l'attente du résultat.

Le pilotage des travaux entrant dans l'amélioration de ces processus vous paraît-il suffisant ?

Sans se prononcer sur le caractère « suffisant », nous observons qu'il y a un suivi digne de ce nom.

Estimez-vous nécessaire d'engager des travaux d'harmonisation de ces processus entre opérateurs, en particulier dans l'entretien des points de mutualisation et des points de branchements ?

Oui pour impliquer à part égale OC et OI dans le maintien des réseaux et ainsi limiter les coûts d'entretiens du fait d'opérations de remises en conformité.

Tant que l'OC interviendra au PM et au PBO, il n'y a pas de raison que l'OI seul assume l'entretien. Chaque intervention d'un technicien devrait faire l'objet d'une remise en ordre lorsque cela est possible. L'utilisation des CRI pour se dédouaner n'est peut-être pas suffisante.

Qualification du parcours

QUESTION 8 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les fichiers d'informations mis à disposition par les OI, notamment fichiers IPE et CR MAD, vous paraissent-ils suffisamment complets et fiables pour déterminer les caractéristiques des raccordements à réaliser ?

Nous ne nous prononçons pas car nous sommes OI. Toutefois nous attirons l'attention sur les couts de construction des réseaux. Les opérations de repérages et d'aiguillage ne sont pas neutres.

Quelles informations devraient être ajoutées ou fiabilisées (par exemple : longueur du raccordement) ?

Nous ne nous prononçons pas car nous sommes OI.

QUESTION 9 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les flux d'échanges du protocole accès doivent évoluer pour permettre une meilleure fiabilisation des opérations de raccordement. Vous paraît-il nécessaire de communiquer le tracé des infrastructures à emprunter au format SIG ? Détaillez le cas échéant les informations qui doivent être ajoutées ou fiabilisées

L'OI pourrait communiquer au format SIG la localisation des supports ou des chambres à emprunter mais pas le tracé qui ne peut être relevé qu'au moment du raccordement. L'OI souhaite un récolement du raccordement par l'OC.

Cas de l'utilisation des supports exploités par Enedis

QUESTION 10 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

La qualification du cheminement du câble de raccordement empruntant les infrastructures d'Enedis est réalisée par l'opérateur d'infrastructure antérieurement aux travaux de déploiement et aux opérations de raccordement final. Celui-ci est alors en mesure de procéder au calcul de charge des appuis aériens ainsi qu'à la pose des bandeaux verts. À l'inverse, la réalisation a posteriori du calcul de charges par l'opérateur commercial interroge sur le traitement à apporter aux retours négatifs, en cas de dépassement des seuils autorisés.

(i) Vous paraît-il pertinent de généraliser la réalisation des calculs de charge par les opérateurs d'infrastructures ? Dans quelles situations ce calcul pourrait être effectués par l'opérateur commercial à la suite du raccordement ?

Lors du déploiement du réseau, il est pertinent pour l'OI d'appliquer un forfait pour tenir compte des câbles de raccordement là où il pose des câbles de desserte. Par contre, il semble superflu d'effectuer des calculs sur des supports qui ne serviront qu'au raccordement et dont on n'est pas sûr qu'ils seront mobilisés. Dans ces conditions il semble intéressant de faire faire le calcul de charge à l'OC.

(ii) En cas de réalisation du calcul par l'opérateur commercial, quelles sont les modalités d'échanges et d'intervention à mettre en place pour régulariser le raccordement en cas de dépassement de la charge autorisée ?

L'OI est actuellement notifié par l'OC pour effectuer le calcul de charge avant raccordement.

- Si avant pose du cable du raccordement le calcul de charge n'est pas bon, alors renvoi sur ENEDIS
- Si après pose de cable de raccordement le calcul charge n'est pas bon, alors l'OI a 2 mois pour traiter le problème pour solutionner le cas

Il serait intéressant que l'OC fasse le calcul de charge au moment du raccordement.

Cependant, bien que l'OC puisse faire le calcul de charge cela ne change pas grand-chose sur les interventions à posteriori en cas de résultat négatif.

QUESTION 11 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quels sont les retours sur expérience des acteurs dans la mise en œuvre de ces modalités spécifiées par Enedis ? Quelles améliorations ou simplifications peuvent être envisagées ?

Le retour n'est pas satisfaisant, les exigences sont trop contraignantes et nuisent à la fluidité des raccordements.

Gestion des échecs au raccordement

QUESTION 12 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quelles informations sont partagées par les opérateurs commerciaux en cas d'échec au raccordement, en particulier dans les cas d'échecs sur les infrastructures de génie-civil ?

Dans le cadre du mode STOC, les cas de blocages dans le GC font notamment l'objet d'une annexe dite « 2F » à destination de l'OC qui encadre une procédure qui consiste à aiguiller des deux côtés et potentiellement à faire une opération d'hydrocurage. Le respect de ces règles n'est pas évident. Le traitement par l'OC est ensuite le retour de l'information à l'OI peut prendre plusieurs mois voire ne jamais arriver.

Détaillez les modalités prévues entre l'OC et l'OI. Quelles informations doivent être ajoutées à ces flux d'échanges ?

Dans le cas du mode STOC il faut que l'OI connaisse le statut du blocage et si on attend une action de l'abonné pour la partie privée.

En cas d'intervention de l'OI le nom et les coordonnées de l'abonné sont nécessaires.

Qualité perçue par le client final

QUESTION 13 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Partagez-vous l'analyse de l'Arcep sur la qualité perçue des raccordements et l'existence d'interventions insatisfaisantes ?

Oui

Quelles sont les solutions qui pourraient contribuer selon vous à assurer la qualité des raccordements à la fibre dans la partie privative ?

Sans doute moins de niveau de sous-traitance et des plannings moins serrés. La formation des techniciens doit inclure un volet relationnel (tenue correcte, un minimum de discours explicatifs, ...)

Il faut trouver des solutions techniques pour la discrétion des câbles en apparent afin de permettre de interventions propres.

Quels sont les voies de recours mises en place par les opérateurs avec leurs abonnés en cas de dégradations ou malfaçons dans la réalisation des raccordements ? Quels délais sont habituels constatés ?

R : Ne se prononce pas en tant d'OI.

La meilleure connaissance de la référence de la PTO par l'utilisateur final pourrait fiabiliser et fluidifier les processus de commande

Restitution des droits d'usage

QUESTION 14A – RECUEIL D'INFORMATIONS

Selon vos estimations, quelle serait la part des locaux déjà équipés en fibre optique qui ferait l'objet de l'installation d'un double câble de raccordement ?

Peu car l'attribution d'une route optique sur commande avec prise existante fait toujours l'objet d'un contrôle de cohérence dans les matrices optiques et avec l'IPE. Si la référence prise n'est pas communiquée alors nous demandons un appel Hotline.

Quelles sont les difficultés engendrées par ces raccordements supplémentaires dans la mise en oeuvre du système de restitution des droits d'usage ? Il est demandé d'en préciser la nature et les parties impactées : l'OI, le nouvel OC et l'ancien OC.

Point de vue de l'OI :

- temps de traitement pour contrôler puis corriger la facturation (émission de titres)
- saturation des PBO à cause de doublon d'utilisation des fibres

Quelles adaptations aux modalités de restitution des droits d'usage pourraient être apportées afin de limiter les conséquences financières de ces raccordements ?

Aujourd'hui, l'OC lorsqu'il coinvestit achète le lien de raccordement (segment PBO-PTO) et lorsque qu'il le libère se voit remboursé son investissement par l'OI au prorata du temps d'utilisation.

Ce mécanisme est en place et ne pose pas question dans la limite où l'on ne rembourse rien à l'opérateur cédant tant qu'il n'y a pas d'opérateur prenant.

QUESTION 14B – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous l'analyse de l'Arcep sur la nécessité de la bonne mise en oeuvre de la restitution des droits d'usage ?

Ne se prononce pas en tant qu'OI.

Fiabilisation et fluidification des processus de commande

Faire en sorte que le numéro de PTO soit l'information qui permet à l'utilisateur de changer simplement d'opérateur.

QUESTION 15A – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous l'analyse des services de l'Arcep sur l'extension des procédures de portabilité à l'accès fixe à l'internet ?

Oui

QUESTION 15B – RECUEIL D'INFORMATIONS

La référence de la ligne vous semble-t-elle être une information bien connue des clients finals ?

Non.

Quelles sont les difficultés éventuelles à systématiser la mention de la référence de la ligne sur les factures et dans l'espace client ?

Ne se prononce pas en tant qu'OI

Observez-vous une décroissance de l'utilisation des services de téléphonie fixe inclus aux offres fibre grand public, qui nécessiterait de revoir les procédures de portabilité de l'accès fixe ?

Ne se prononce pas en tant qu'OI

Le code RIO vous semble-t-il pouvoir être un moyen pertinent de véhiculer l'information de la référence PTO de l'ancien opérateur au nouvel opérateur ? Quels en sont les inconvénients le cas échéant ?

Le code RIO s'applique dans un autre contexte que celui de la ligne fixe fibre au sens où :

- Le numéro de téléphone est détenu à instant « t » par un opérateur et le RIO sert à véhiculer cette information pour basculer chez un autre opérateur.
- La ligne fixe avec son numéro PTO est localisée dans un logement ou dans un local et dans ce cas c'est l'accès à la base de l'OI qui permet de la retrouver.

C'est donc la consolidation de la base de l'OI qui permettra de fluidifier les commandes. A ce titre, la transmission de l'identité des abonnés par les OC prenant et cédant peut aider en cas de difficulté pour retrouver la PTO.

QUESTION 15C – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Quels sont les outils utilisés par les opérateurs commerciaux dans l'identification des locaux et des lignes optiques ?

Ne se prononce pas en tant qu'OI

Les informations relatives aux locaux dans les référentiels des boucles locales fibre vous paraissent-elles suffisantes ?

Du point de vu de l'OI, nous nous efforçons de fournir une information au bâtiment, par contre reste la problématique du repérage des locaux à l'étage notamment pour l'ancien.

Détaillez les différences que vous observez avec le fonctionnement des outils similaires utilisés sur la boucle locale cuivre. Quelles améliorations vous sembleraient nécessaires ?

Ne se prononce pas en tant qu'OI

En particulier, l'ajout d'informations sur le « casage » ou plus généralement sur l'identification des locaux, utilisées par exemple pour l'identification des lignes électriques ou la fourniture du gaz, vous paraissent-elles pertinentes ? Selon quelles modalités ces informations devraient être partagées ? Une obligation supplémentaire de publication par les opérateurs vous paraît-elle nécessaire ?

Connecter les SI des différents opérateurs de réseaux (telecom, gaz, électricité, eau) aiderait à mieux identifier le logement ou le local. Toutefois cela ne pourrait se faire que si les référentiels des opérateurs en question sont exploitables avec des données interopérables. Il faudrait déployer des ressources pour pousser des données métiers d'un SI vers l'autre (ex : ENEDIS qui compléterait les numéros de PDL dans les IPE)

QUESTION 15D – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Partagez-vous l'analyse de l'Arcep quant à la fiabilité des données sur les lignes existantes dans les systèmes d'informations ?

En tant qu'OI nous considérons faire les efforts nécessaires pour ajuster dans le temps le contenu de notre base en utilisant le cadastre complété des informations issues des mairies et à la construction du réseau, un repérage exhaustif des bâtis est effectué.

Détaillez le cas échéant les difficultés induites par ces divergences. Selon vos estimations, quel taux de fiabilité présentent ces informations dans les SI des opérateurs d'infrastructures ?

Ne se prononce pas en tant qu'OI

Selon vos estimations, quelle part de lignes déjà existantes font l'objet d'une construction d'un deuxième raccordement ?

Voir réponse question 14A

Quelles mesures pourraient être adoptées afin de résoudre ces divergences ?

Il est essentiel que lorsque le technicien constate des divergences avec le SI, il remonte l'information. Les outils en lignes existent pour cela, ils doivent être utilisés sans faute. La responsabilité des prestataires doit être engagée sur ce point.

Coûts de la réalisation des raccordements finals « standards » en zone d'initiative privée (modèle technico-économique)

Caractérisation des raccordements modélisés

Typologies retenues

QUESTION 16 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les OI sont invités à rappeler le critère qu'ils utilisent pour déterminer la typologie d'un raccordement final et s'ils envisagent des évolutions sur le choix du critère.

Le SIEA utilise les critères suivants :

Typologie de raccordement	Mode de pose du PBO	Cheminement extérieur du câble (PBO-adduction de l'immeuble)
PALIER	Palier	Fourreau ou goulotte
SOUTERRAIN	Chambre	Fourreau
FAÇADE	Façade	Façade
AÉRIEN	Poteau	Aérien
AÉRIEN	Chambre	Aéro Souterrain
AÉRIEN	Poteau	Aéro Souterrain

Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant leur choix, notamment par rapport aux conséquences pour les raccordements déjà réalisés, le critère qu'ils estiment le plus pertinent pour déterminer la typologie du raccordement final qui servira à établir son tarif.

Les raccordements avec des opérations en aérien et en facade sont ceux qui coutent clairement les plus chers. Nous devons donc tenir compte de la position du PBO et de l'Adduction pour identifier les moyens utilisés (nacelle notamment).

Les nouveaux champs de la version 3.1 du protocole PM doivent-ils être complétés pour informer correctement les opérateurs pour la réalisation du raccordement final ?

Les champs « TypePBO » (qui précise la localisation du PBO) et « TypeRaccoPBPTO » (qui précise le type d'adduction au bâtiment) complétés des informations « RaccordementLong » et « ImmeubleNeuf » semblent suffisantes pour caractériser la nature du raccordement.

QUESTION 17 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à renseigner, selon ces deux méthodes (mode de pose du PBO et cheminement du câble), et autant que possible en les croisant, la répartition des types de raccordement final qu'ils ont déjà réalisés et ceux dont l'étude a déjà été effectuée.

Faire tableau de répartition « Type PBO/Adduction » pour tous les abonnements en service.

Répartition par cheminement sur câble (sources prises construites entre Mai 2019 et Octobre 2020)

Type Adduction	
AERIEN/FACADE	15%
AERO_SOUTERRAIN	8%
IMMEUBLE	27%

SOUTERRAIN	50%
------------	-----

Type Boitier	
AERIEN	21%
FACADE	2%
IMMEUBLE	27%
SOUTERRAIN	50%

Principaux résultats

QUESTION 18 – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Ces coûts par typologies vous paraissent-ils pertinents ?

Non ce n'est pas exactement conformes à nos évaluations.

Si non, pourriez-vous indiquer, à la lumière des résultats détaillés dans le tableur Excel annexé à la consultation et à l'aide d'éléments objectifs et documentés, les unités d'oeuvre dont les coûts ne vous semblent pas correspondre à la pratique et le coût moyen que vous leur attribuez ?

Ci-joint le tableau excel « Modèle de couts SIEA » complété avec les éléments du SIEA.

Les charges supportées dans le cadre de la réalisation du raccordement final

QUESTION 19A - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à renseigner la nature et le montant des charges qu'ils supportent dans le cadre de la réalisation des raccordements final. Il est demandé de bien préciser la situation dans laquelle l'acteur supporte ces charges (réalisation avec des équipes internes, réalisation en sous-traitance, supportées par l'OI pour les raccordements finals réalisés en mode STOC, etc.).

Pour l'OI SIEA, les charges inhérentes aux raccordements pour les rubriques ci-dessous sont les suivants :

- les coûts de pilotage de back office (soutien à chaud des techniciens, affectation des ressources, mise à jour du SI, gestion des échecs d'activation, etc.) :

Couts répercutés dans la tarification des raccordements. Ce sont des couts internes aux sous-traitants.

- cout d'affectation des routes optiques et Hotline associée :

Cout non répercuté dans les frais d'usage mais dans les frais récurrents de gestion appliqués mensuellement (4,5 euros par mois pour les liens acheté en IRU et dans le montant de 12,5 euros pour les liens en location)

- les coûts de contrôle (par échantillonnage) des interventions :

Cout non répercuté dans la facturation des raccordements.

- les charges indirectes qui ne peuvent être directement affectées à une activité en particulier (ex : système d'information) :

Cout non répercuté dans la facturation des raccordements.

- les coûts commerciaux et les coûts communs (frais de siège et de structure) :

Cout non répercuté dans la facturation des raccordements.

QUESTION 19B - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les montants moyens agrégés renseignés par l'Autorité vous paraissent-ils pertinents ?

Chaque acteur (OI, OC et sous-traitant) de la réalisation du raccordement final supporte des charges qui lui sont propres, est-ce que l'ensemble de celles-ci doit être comptabilisé dans le tarif d'usage (flux n° 3) utilisé pour déterminer le montant de la restitution des droits d'usage (flux n° 4) ?

Si non, qui supporte celles qui ne le sont pas et comment sont-elles facturées ?

L'établissement du montant facturé pour l'usage d'un raccordement tient compte des couts facturés par les prestataires de raccordements diminués de la subvention.

Toutefois, il convient de noter que la régie d'exploitation du réseau LIAin souhaite en plus répercuter aux OC les couts avérés des malfaçons. C'est notamment le cas des portes de PM qui restent ouvertes suite à un raccordement et qui donc nécessitent une intervention dans le cadre de maintenance.

Évolution des coûts

QUESTION 20 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Quelles évolutions les acteurs anticipent-ils pour les coûts de réalisation des raccordements finals, notamment concernant la main d'œuvre, le matériel et les charges ?

En tant qu'OI, il n'est pas prévu de faire évoluer significativement l'ingénierie et le matériel. Par contre :

- Le SIEA souhaite avant tout adapter les conditions d'accès à son réseau pour les opérateurs en application de son nouveau contrat de sous traitance de câblage client final.
- Le SIEA souhaite que l'entrepreneur qui réalise les raccordements déclare ses sous-traitants et affiche les créneaux avant interventions.
- En tant qu'OI, il est demandé à l'OC le récolement géolocalisé des tracés à la suite du raccordement. Cette opération doit être intégrée par l'OC dans le cout du raccordement.
- Sur la base des travaux du groupe exploitation, une liste de malfaçons et terrain a été établie afin de pouvoir appliquer des pénalités suivant un mode opératoire systématique. Le SIEA prévoit que 5% des raccordements fassent l'objet d'un contrôle terrain
- Tout retard dans l'exécution des taches sera sanctionné (fourniture des récolements SIG, Flux Interop, ..)

Raccordements finals hors cas « standards »

Les raccordements finals « entreprise »

QUESTION 21 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs envisagent-ils des besoins spécifiques pour les entreprises sur le segment du raccordement final qui impacterait le coût du raccordement final, par exemple le multi-accès ?

La plupart des raccordements d'entreprises sur le réseau ont été réalisés jusqu'ici en mode OI dans le cadre d'un abonnement à valeur ajoutée et souvent sur le réseau activé. De fait les coûts inhérents à la spécificité des locaux sont masqués.

Ceci étant dit, le raccordement en entreprise nécessite une organisation spécifique pour des prévisites et parfois des travaux spécifiques. Certains raccordements ne peuvent se faire que sur devis.

L'infrastructure passive utilisée est celle du réseau FTTH sans PBO dédiés. Plutôt que les spécificités du raccordement, nous identifions plutôt un surcoût à terme lié à la saturation potentielle de l'infrastructure par le fait que la présence d'un lien FTTE oblige à construire un second lien FTTH le cas échéant.

Le cas échéant, comment ces besoins sont-ils pris en compte et comment sont-ils facturés ?

QUESTION 22 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Est-ce que les acteurs envisagent une facturation particulière pour les raccordements finals d'entreprise en FttH ?

En tant qu'OI nous n'appliquons pas de facturation spécifique pour les raccordements FTTH en mode STOC dans le cas où l'opérateur achète le lien PBO/PTO. Ce cas de figure n'est pas traité pour l'instant.

Ceci étant, SIEA dispose à son catalogue d'offres de location passive entre le PM et client avec des GTI et GTR. Les opérateurs en mode STOC n'ont jamais utilisé ces offres pour des clients professionnels raccordés en FTTH, ce qui logiquement pourrait laisser penser qu'ils ne commercialisent pas d'offres professionnelles en FTTH.

Si oui, sur quelle caractérisation objective entendent-ils s'appuyer ? Les acteurs sont invités à répondre en distinguant trois aspects :

(i) les pratiques sur le marché de détail, entre l'opérateur commercial et l'utilisateur final ;

Ne se prononce pas en tant qu'OI

(ii) les pratiques entre l'opérateur et son sous-traitant pour la construction du raccordement ;

Pour les raccordements en mode OI, il n'y a aucune spécificité dans les marchés de sous traitance. Nous n'incluons pas ici les cas de raccordement FTTO dans le cadre de la location de fibre longue distance qui font l'objet de prestations très spécifiques.

Pour les raccordements en mode STOC, aucune commande FTTE n'a été traité à ce jour et rien n'a été inscrit dans les contrats. Tous les raccordements sont du FTTH.

(iii) les pratiques entre l'opérateur d'infrastructure et l'opérateur commercial pour le droit d'usage du raccordement.

Le droit d'usage du raccordement reste le même à date dans le cas du coinvestissement.

Pour ce qui est des abonnements entreprises sur le réseau activé, la régie Reso LIAin engage les opérateurs à souscrire à minima à une offre « Best Effort Pro » pour justifier la réactivité qui sera exigée quoi qu'il en soit en cas de problème. Il pourrait s'avérer pertinent de décliner cette approche sur les droits d'usage du réseau passif.

QUESTION 23 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Concernant les raccordements finals d'entreprise de type « FttE », les opérateurs d'infrastructure sont invités à renseigner leurs coûts et à détailler les mécanismes de facturation qu'ils proposent.

En mode OI le SIEA prend en charge les raccordements à hauteur de 2500 euros HT, cette prise en charge n'inclue pas les travaux en partie privative.

La règle s'applique de manière générique quelque soit la typologie du client final. Ce montant inclus la part forfaitaire tel appliqué à la majorité des raccordements plus les surcouts tels que :

- Les surlongueurs
- Les visites terrains
- Les opérations spéciales (aiguillage, ...)
- Des couts de GC sur la partie publique.

Les raccordements « longs »

QUESTION 24 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Quelles sont les contraintes techniques qui limitent la longueur des raccordements finals (taille ou poids du touret de câbles, standardisation des fournitures, etc.) ?

La taille ou poids du touret de câbles ainsi que les moyens nécessaires et les fournitures supplémentaires font l'objet d'une tarification spécifique dans les marchés du SIEA. C'est donc un critère qui rentre en compte.

Comment doit-être caractérisée la longueur maximale d'un raccordement final « standard » : une longueur de câble, un nombre d'infrastructures (chambres ou poteaux) à solliciter lors de la réalisation ou une combinaison des deux ?

Par la longueur de câble jusqu'au bâtiment comme c'est le cas aujourd'hui. S'il manque des infrastructures c'est un raccordement complexe.

Les infrastructures quant à elles sont connues à la construction du réseau et si elles n'existent pas alors elles feront l'objets des travaux nécessaires pour rendre le bâtiment raccordable (le moment venu si utilisation du critère raccordable à la demande).

Enfin, nous considérons que le critère « raccordements longs » ne dépend pas de la situation rencontrée : soit il s'agit d'un bâtiment isolé parce que le terrain privé est grand et les problématiques d'infrastructures incombent plutôt au propriétaire ; soit le local ou logement est dans une zone très peu dense et de fait les problématiques d'infrastructures incombent plutôt à l'OI.

Est-ce que ce critère devrait être unique ou varier selon la typologie du raccordement final ? Les acteurs sont invités à indiquer quelle approche ils utilisent, en précisant les valeurs des seuils retenus, et pourquoi. Ils sont également invités à transmettre à l'Autorité la proportion des raccordements concernés et des éléments de coût sur ces derniers.

Il existe aussi des cas de raccordements avec des spécificités liées au terrain qui engendrent des surcoûts (ex : terrain montagneux). Il semble difficile de caractériser à l'avance et de manière générique les cas spécifiques autres que les surlongueurs.

Le SIEA dispose d'une tarification forfaitaire pour la sous traitance des raccordements qui peut être complétée par des prestations complémentaires qui sont applicables rapidement dans la limite du seuil des 2500 euros HT pour des travaux en partie publique et pour une prise en charge des surlongueurs. Ce mécanisme de facturation permet de prendre en compte la plupart des cas de figures.

QUESTION 25 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Estimez-vous souhaitable que l'Autorité promeuve une harmonisation des pratiques entre opérateurs d'infrastructures sur la caractérisation des raccordements « longs » ? Si oui, sur la base de quels paramètres et selon quelles modalités ? Si non, pourquoi ?

Non.

Nous pensons plutôt à des bonnes pratiques telles que :

- l'OI doit faire en sorte de poser systématiquement des PBO lorsque la densité de logement le justifie
- l'OI doit faire en sorte de limiter la proportion de raccordements longs au sein d'un ZAPM en posant des PBO dès qu'il y a plusieurs logements
- l'OI doit prévoir dans son contrat de sous traitance des raccordements une tarification adaptée adossée à un BPU pour permettre d'établir un devis pour les raccordements longs qui de fait sont hors forfaits

QUESTION 26 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Est-ce qu'il existe un seuil en matière de longueur de câble ou de nombre d'infrastructure à solliciter à partir duquel un raccordement final ne peut plus être considéré comme réalisable par les opérateurs commerciaux ?

Le seuil reste à définir mais oui c'est le cas.

Au regard du développement ci-dessus, est-ce qu'il vous apparaît pertinent de fixer un seuil limite (que ce soit une longueur de câble ou un nombre d'infrastructures sollicitées) au-delà duquel l'OI ne devrait plus positionner de PBO ?

La pose d'un PBO est conditionnée à la présence de plusieurs logements sinon c'est un raccordement long ou complexe.

Nous ne voyons pas l'intérêt de poser un PBO pour un seul logement si ce n'est de permettre à l'OC de faire le raccordement à tout prix.

Pour traiter ces cas, est-il préférable que l'OI diffère la pose du PBO (local « raccordable sur demande »), pour poser, lorsque le raccordement est demandé, un PBO « unitaire » à proximité du local, à partir duquel un raccordement « standard » sera réalisé ?

La notion de « raccordement sur demande » peut avoir un sens dans certains cas même si la démarche visée avant tout la complétude du réseau dans la mesure du possible.

QUESTION 27 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à renseigner :

(i) S'il existe aujourd'hui des raccordements longs, et s'ils sont ou non réalisés lorsque l'utilisateur final demande à être raccordé.

En mode OI les raccordements longs sont toujours effectués pourvu que le client final accepte de financer le surcout au-delà de 2500 euros HT pris en charge par le SIEA pour la partie publique.

En mode STOC les raccordements longs ne sont pas traités par l'opérateur sous-traitant car il n'existe pas de solution aujourd'hui pour permettre un raccordement hors forfait ou pour transférer l'opération à OI.

(ii) Comment ces raccordements finals « longs » sont facturés entre l'OI et l'OC, en distinguant les situations suivantes : construction en mode OI, en mode STOC et reprise d'un raccordement existant (en particulier l'influence des travaux sur la restitution des droits d'usage). Quand cela est pertinent, il demandé de bien distinguer les deux types de flux : le tarif de sous-traitance (flux n° 2) et le tarif d'usage (flux n° 3).

Nous renvoyons à la réponse précédente.

QUESTION 28 - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Pour les raccordements « longs », le tarif de sous-traitance (flux n° 2) doit-il nécessairement être établi sur devis ?

Oui sur base d'un BPU qui fixe les tarifs et permet les contrôles à postériori.

Vous paraît-il envisageable qu'il soit plutôt établi de manière forfaitaire ? Ou le cas échéant selon une métrique simple, comme la distance à vol d'oiseau entre le PBO et le local ? Quitte à ne garder qu'une très faible partie de cas plus exotiques sur devis ?

Non

QUESTION 29 - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les acteurs sont invités à exprimer, en la justifiant, leur position sur chacune des situations décrites ci-dessus :

Nous comprenons dans cette question qu'il y aurait deux tarifs d'usages (flux n°3), un pour les cas standards, un pour les cas de raccordements longs.

Situation a) : l'OC supporte l'intégralité des coûts du raccordement « long », ce qui suppose que ces derniers puissent être supportés par un seul acteur pour que l'intervention ait effectivement lieu ;

Non car cela pourrait créer une distorsion dans les offres au client final (certain FAI pourrait ne pas proposer leur offres).

Situation b) : les coûts sont supportés par une surfacturation de l'ensemble des raccordements « standards » du réseau, cela permet une participation de tous les acteurs sur le segment du raccordement final, mais cela implique que le tarif d'usage moyen d'un raccordement « standard » augmente ;

Oui même s'il y a impact sur la commercialisation dans le sens où le raccordement long coûte un peu plus cher à l'OC. Nous souscrivons à l'idée d'un tarif péréqué qui reflète la réalité du coût des raccordements.

Les tarifs forfaitaires « raccordement long » pourraient exceptionnellement être complétés d'une participation du client final si la surlongueur est trop importante (par exemple au-delà de ~250m en plus des 150m du raccordement standard).

Situation c) : les coûts sont reportés sur la masse des coûts PM-PBO et donc couverts par les tarifs d'accès PM-PBO, l'OI étant responsable de la position du PBO, il pourrait être cohérent que la différence avec les cas standards soit supportée par la desserte. Cela permet de diminuer le tarif d'usage des raccordements « longs », sans augmenter celui des raccordements « standards ».

Non. Cependant la conception du réseau peut contribuer à diminuer les coûts des raccordements en faisant en sorte de rapprocher les PBO du client (compromis à trouver entre le nombre de clients par PBO et la distance au client). Les cas de raccordements longs doivent rester structurels du fait de la configuration terrain.

Les raccordements dits « complexes »

QUESTION 30 (en domaine public) - RECUEIL D'INFORMATIONS

(i) Quelles sont les principales difficultés techniques qui excluent les raccordements de la catégorie « standards » (fourreau cassé, fourreau bouché, poteau à changer, élagage, etc.) ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.

Nous proposons la classification suivante par occurrences :

- 1) Fourreaux bouchés ou manquant en domaine public : 75%
- 2) Elagage en domaine public : 10%
- 3) Partie communes copros en domaine public : 10%
- 4) Poteau à changer en domaine public : 5%

(ii) L'OI est responsable, sur le domaine public, de la disponibilité des infrastructures d'accueil entrant dans la réalisation du raccordement final, ce qui implique de les financer. Cela appelle-il des observations de la part des acteurs ?

Non

(iii) Dans le cas où le raccordement est réalisé par un OC intervenant en mode STOC, la réalisation technique de certaines opérations, notamment sur le génie-civil, pourrait théoriquement être menée par l'OI ou par l'OC. Y a-t-il des opérations sur le domaine public qui pourraient être réalisées par les OC dans le cadre d'une intervention en mode STOC ? Le cas échéant, dans quelles situations et quels critères permettraient de les caractériser (nature des travaux, coût des travaux, etc.) ?

Nous n'envisageons pas d'autres opérations réalisées par l'OC autre que l'aiguillage des fourreaux et l'hydrocurage.

(iv) Les acteurs estiment-ils que certaines interventions sont trop complexes pour être réalisées en mode STOC ? Le cas échéant, merci de détailler la nature de l'intervention et la raison qui les rendent irréalisables par les OC.

Partant du principe que les infrastructures en partie publiques sont mises à disposition par l'OI, en théorie il y a peu de cas où le raccordement est irréalisable par l'OC. Toutefois il resterait de 2 à 3% de cas de raccordements sur de grandes de longueurs qui pourraient rendre l'opération irréalisable par l'OC principalement pour une question de coût.

(v) Enfin, comment les acteurs envisagent-ils la réalisation de ces raccordements : est-ce que, dans ces cas précis, une reprise en main de l'intervention par l'OI leur semble pertinente ? Pour l'intervention complexe spécifiquement, ou pour tout le raccordement ?

Nous considérons que les cas complexes devraient être pris en main par l'OI pour l'ensemble du raccordement. L'OI peut ainsi traiter le cas de manière plus efficace en traitant le problème de bout en bout plutôt que de vouloir à tout prix aboutir à une solution qui permettrait à l'OC de faire le raccordement lui-même.

Dans un tel mode opératoire, l'OI devrait avoir accès au client final et aura la possibilité de proposer une prestation pour résoudre le blocage en domaine privé.

QUESTION 31 (en domaine public) RECUEIL D'INFORMATIONS

Comment ces raccordements finals « complexes » sont-ils facturés entre l'OI et l'OC, en distinguant les trois situations suivantes : construction en mode OI, construction en mode STOC, reprise d'un raccordement existant (en particulier l'influence des travaux sur la restitution des droits d'usage) ? Quand cela est pertinent, les acteurs sont invités à bien distinguer les deux types de flux : le tarif de sous-traitance (flux n° 2) et le tarif d'usage (flux n° 3).

En mode OI, le raccordement est chiffré par le sous-traitant (flux n°1) soit d'un le cadre d'un forfait comme étant une prestation de raccordement standard en aérien, en souterrain ou en immeuble, soit dans un cadre hors forfait avec chiffrage établi sur la base des prestations du bordereaux de prix unitaires définis dans le marché. Le SIEA finance de manière systématique à hauteur de 2500 euros HT les éventuels travaux sur l'infrastructure en partie publique. Ces surcoûts ne sont pas répercutés à l'OC.

En mode STOC, le raccordement est systématiquement exécuté dans le cadre d'un forfait défini dans le contrat de câblage client final. Le montant facturé par l'OC à l'OI (flux n°2) reste dans ce cadre. Le montant facturé ensuite à l'OC par l'OI pour l'usage du lien (flux n°3) est péréqué et ne tient pas compte de la complexité du raccordement.

Les cas complexes et certains raccordements longs ne sont pas possibles à date dans avec le mode STOC faute de pouvoir établir un chiffrage au cas par cas lorsque c'est nécessaire.

QUESTION 32 (en domaine public) - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Pour que le tarif d'usage (flux n° 3) de ces raccordements reste néanmoins à un niveau qui, en pratique, ne soit pas un obstacle à sa souscription par un OC, il pourrait être envisagé une évolution des modalités tarifaires équivalente à la « situation c) » décrite pour les raccordements « longs ».

La pratique d'un tarif d'usage plus faible que les coûts de construction, la différence (en particulier les coûts de génie-civil) est reportée sur la masse des coûts PM-PBO et récupérée via les tarifs du segment de la desserte. Les acteurs sont invités à réagir à cette proposition de tarification.

Le cas complexe reste souvent un imprévu et il est difficile d'anticiper une tarification.

Nous ne voyons comment il serait possible de faire porter les interventions nécessaires à la réalisation d'un raccordement complexe dans le cadre de la construction du réseau. Les acteurs pour les raccordements et les travaux de déploiement sont distincts et nous ne voyons pas comment anticiper les surcoûts à venir des raccordements complexes lors la pose PBO.

QUESTION 33 (en domaine privé) - RECUEIL D'INFORMATIONS

(i) Quelles sont les principales difficultés techniques rencontrées en domaine privé lors de la réalisation du raccordement final ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.

Nous proposons la classification suivante :

- 1) Fourreaux bouchés : 50%
- 2) Regard ou fourreau introuvable : 30 %
- 3) Refus d'apparent : 7%
- 4) Passage du câble en aérien dans des combles non aménagées : 5%
- 5) Elagage en domaine privé : 4%
- 6) Partie communes copros : 3%

(ii) Les acteurs sont invités à s'exprimer sur les coûts engendrés par ces raccordements finals : qui doit les supporter et comment doivent-ils être facturés ? Est-ce qu'il vous semble pertinent que ces derniers soient exclusivement portés par le client final ou, au contraire, supportés collectivement par les acteurs, par exemple au travers d'une péréquation de ces coûts sur l'ensemble des raccordements finals de la zone ?

L'infrastructure d'accueil en partie privative reste à la charge du propriétaire des lieux. Comment une collectivité peut-elle justifier de payer des travaux sur un domaine privé ?

(iii) Enfin, les acteurs sont invités à indiquer

1) celui qui en pratique établit le cahier des charges techniques de l'intervention et

2) celui qui en pratique réalise la remise à niveau des infrastructures d'accueil.

Est-ce l'opérateur d'infrastructure qui exploite le réseau sur la zone, l'opérateur commercial qui, s'il agit en mode STOC, identifiera en premier les difficultés, ou le client final qui est responsable de la disponibilité des infrastructures d'accueil ?

La raison du blocage du raccordement est établie par l'entreprise qui raccorde. L'OI est censé être informé à travers un flux d'information dédié, ce qui n'est pas le cas avec tous les opérateurs STOC.

Il y a certainement un axe d'amélioration pour ce qui concerne le suivi des actions des intervenants potentiels, à savoir : l'OI, l'OC dans sa relation avec son client, le sous traitant de câblage et le propriétaire de l'infrastructure en partie privative.

Enfin, en mode OI nous demandons à nos sous-traitants de préconiser la solution et le type d'entrepreneur à faire intervenir mais pas de réaliser les travaux qui permettront le passage ultérieur du câble.

Les pratiques tarifaires

Mode « STOC »

QUESTION 34 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Chaque répondant est invité à préciser :

en tant qu'opérateur d'infrastructure, quel volume de raccordements FttH il a produit en 2020 sur ses réseaux, en décomposant ce volume entre « mode OI » et « mode STOC » ;

Faire extraire par Régie les raccos construits en 2020

en tant qu'opérateur commercial, quel volume de raccordements FttH il a commandé en 2020, en décomposant ce volume entre « mode OI » et « mode STOC ».

Ne se prononce pas en tant qu'OI

QUESTION 35 - RECUEIL D'INFORMATIONS

(i) Les acteurs sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers supportés et échangés entre l'OI et l'OC pour la réalisation d'un raccordement final en mode STOC, de la passation de la commande par l'OC à la perte de son client final.

Flux n°2 :

OI vers OC pour payer la sous traitance du câblage. Les prestations sont forfaitaires et définies dans le contrat de sous traitance au tarif négocié en bilatérale avec chaque opérateur

Flux n°3 :

OC vers OI pour payer l'usage du lien. Tarif défini dans le contrat d'accès aux lignes FTTH. L'OI souhaite fixer un tarif qui reflète le coût moyen des raccordements des prestations des sous-traitants (mode OI et mode OC) et qui tient compte des subventions.

Flux n°4 :

OI rembourse l'OC au prorata temporel d'usage du lien.

(ii) Dans le cadre d'une tarification à l'euro-l'euro, les échanges financiers entre OI/OC ont-ils effectivement lieu ou est-ce que ces derniers n'interviennent qu'au moment de la restitution des droits d'usage en cas de churn ?

Ne se prononce pas car SIEA ne pratique pas de tarification à l'euro-l'euro.

La problématique de l'hétérogénéité des tarifs de sous-traitance (flux n° 2) pour différents opérateurs commerciaux chez un même opérateur d'infrastructure

QUESTION 36 - RECUEIL D'INFORMATIONS

(i) Comment ces différentes grilles de sous-traitance sont-elles négociées entre opérateurs ?

Au moment de l'établissement du contrat de sous-traitance de câblage avec un opérateur donné, nous comparons avec nos marchés en mode OI pour que les marchés soient équitables.

(ii) Les acteurs sont invités à communiquer à l'Autorité l'ensemble des grilles de sous-traitance qu'ils utilisent dans le cadre du mode STOC (avec chaque OI ou chaque OC selon les cas).

(iii) Les acteurs identifient-ils des conséquences particulières liées à la coexistence de plusieurs grilles de sous-traitance pour une même prestation sur un même réseau ?

En tant qu'OI sur un seul RIP, la réponse est Non.

Les OC sous-traitant pour les raccordements sont des prestataires parmi d'autres pour lesquels un contrat est négocié dans le secret des affaires.

QUESTION 37 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

(i) Les acteurs partagent-ils l'analyse des services de l'Autorité ? Identifient-ils d'autres risques liés à cette situation (plusieurs grilles de sous-traitance qui peuvent ne pas représenter la réalité des coûts supportés pour la réalisation des raccordements finals) ?

Dans le cas d'une facturation à l'euro-l'euro, nous estimons que le risque est réel de voir l'OC gonfler ses tarifs de sous-traitance pour avoir une meilleure rétribution par le flux n°4 lors de la perte d'un client. L'OI pourra difficilement maîtriser cette pratique car il ne connaît pas les contrats en l'OC et son sous-traitant.

C'est pourquoi, il vaut mieux que l'OI détermine le coût d'usage en moyennant l'ensemble des coûts de raccordement de l'ensemble des sous-traitants en mode STOC et en mode OI.

Il semble aussi plus sain d'avoir une approche qui dissocie les flux par leurs natures avec des critères de coûts qui sont différents :

- Flux n°2 : prestation payée par l'OI à un tarif établi par un sous-traitant
- Flux n°3 : droit d'usage d'une infrastructure appartenant à un tiers.

(ii) Il est par ailleurs demandé aux acteurs d'indiquer en quoi cette pratique leur apparaît compatible avec l'obligation de non-discrimination pesant sur l'OI.

Cette pratique, interdit de fait toute pratique discriminante de l'OI par le tarif d'usage (flux n°3) facturé à l'OC mais est trop conditionnée au comportement des OC au moment de la restitution du lien.

QUESTION 38 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant, leur appétence à la mise en œuvre d'une telle grille de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) unique. Les acteurs sont notamment invités à répondre aux questions suivantes :

Quelles seraient les difficultés liées à sa mise en œuvre ?

Comment serait fixé le tarif unique du raccordement ? C'est par la consultation des entreprises de sous-traitance au travers de marchés que les tarifs sont établis. Ce principe peut-il être remis en cause ?

Nous ne voyons pas quelles pourraient être les modalités d'une telle pratique.

Si les tarifs de la sous-traitance OC sont uniques et donc figés, qu'elle serait la conséquence pour les marchés que l'OI passe avec ses propres sous-traitants ?

Dans le cadre du mode STOC, les OC sont des prestataires (certes imposés) parmi d'autres et le fait de ne plus fixer les tarifs par négociation aurait indéniablement une influence sur les tarifs appliqués par les sous-traitants du mode OI du fait d'une mise en concurrence faussée.

Enfin dernière remarque : est-ce que la grille de tarification unique si elle est mise en place irait dans le sens du juste prix pour une prestation de qualité ou au plus bas coût pour coller à l'approche commerciale des OC ?

Quelles seraient les conséquences pour l'OI ? Pour les OC ? Pour les raccordements déjà réalisés ?

L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?

Non

La question d'un tarif d'usage (flux n°3) forfaitaire unique pour réaliser l'intégralité des raccordements finals

QUESTION 39 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

(i) Quelles seraient les difficultés liées à la pratique d'un tarif d'usage (flux n°3) forfaitaire unique, quelle que soit la typologie, pour le raccordement final ? Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant, leur appétence à la pratique d'un tel tarif par l'OI.

Vue de l'OI, la difficulté principale est de pouvoir évaluer un tarif correspondant au coût moyen d'un raccordement effectué dans les règles de l'art (tarif avant subvention de l'ordre de 500 euros) et ce quelque soit la typologie.

Par ailleurs, il ne faut pas établir de tarifs d'usages (flux n°3) par typologie et par complexité, il faut un seul tarif représentatif de l'ensemble de la zone concernée.

(ii) L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?

Vu de l'OI, oui car cela semble plus transparent que la pratique à l'euro-l'euro et cela permet d'avoir un catalogue homogène pour les OC.

Par contre, contrairement à ce qui est évoqué, nous ne pensons pas que cette approche doit être conditionnée à un tarif de raccordement unique (flux n°2). Nous pensons qu'il faudrait établir le tarif d'usage (flux n°3) sur la base de ce que coûte l'ensemble des raccordements à l'OI diminué des aides (financement collectivité et subvention dans le cas du SIEA). Sur la base de ce principe, le tarif d'usage (flux n°3) pourrait être réévalué tous les ans en considérant le coût des raccordements déjà effectués l'année précédente et en effectuant une prospective sur l'année à venir.

(iii) La partie 4.2 aborde les raccordements finals «longs» qui présentent des contraintes techniques qui multiplient les coûts de réalisation du raccordement. Est-ce qu'il vous apparaîtrait pertinent que ce tarif d'usage (flux n°3) forfaitaire unique prenne en compte les coûts d'intervention supérieurs sur ces raccordements (ces coûts seraient ainsi péréqués sur l'ensemble des raccordements finals du réseau concerné)? Les acteurs sont invités à justifier leur réponse.

En considérant que le volume de raccordement long n'est pas suffisant pour influencer la péréquation des coûts, il nous apparaît logique que le tarif d'usage prenne en compte ces cas de figures.

Il faut plutôt faire en sorte que le positionnement des PBO limite le volume de raccordement long si c'est possible.

Les spécificités de la zone d'initiative publique

Lignes directrices tarifaires de l'Arcep

Une nouvelle référence tarifaire en zone d'initiative publique

La zone AMII comme référence

QUESTION40-RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Selon vous, quelle référence de coût vous semble la plus pertinente pour fixer une nouvelle référence tarifaire pour le raccordement final en zone d'initiative publique ? S'agit-il du coût moyen (coût péréqué selon les quatre typologies) ou du coût maximal (coût d'un raccordement final réalisé en aérien) qu'un opérateur supporte pour la réalisation d'un raccordement final en zone d'initiative privée ?

Nous ne partageons pas l'idée de se servir de la zone privé hors zone très dense comme référence pour établir le cout du raccordement dans la zone publiques. Chaque RIP devrait être en mesure d'établir d'une année sur l'autre la réalité des coûts de raccordement sur son territoire et ainsi d'ajuster, sous contrôle de l'ARCEP, le tarif d'usage (ou les deux tarifs d'usages si on tient compte des raccordements longs).

Comment les surcoûts liés aux raccordements «longs» ou «complexes» abordés en partie 4.2 et 4.3 doivent-ils être pris en compte ?

Si le volume de raccordements longs ou complexes influe sur le cout moyen d'un raccordement alors peut être que la mise en place de deux tarifs d'usages pourrait être envisagé.

[Une référence pondérée](#)

QUESTION41-RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Est-ce que cette distribution des raccordements finals vous apparaît pertinente pour décrire la zone moins dense d'initiative privée; et ainsi servir pour fixer le tarif de référence de la zone d'initiative publique?

Non car elle ne semble pas correspondre avec ce que nous observons sur notre territoire en s'appuyant sur la typologie des raccordements déjà effectués (cf Question 17).

Sinon, quelle référence vous semble plus pertinente ?

Sans doute les données d'études issues des travaux de déploiements.

[L'appréciation de la contribution de l'OC en zone d'initiative publique](#)

QUESTION 42-RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Avez-vous des observations sur la prise en compte de ces deux composantes ?

Cette situation met en évidence la nécessité d'évaluer le coût du raccordement en tenant compte le plus possible du territoire pour établir des tarifs de sous traitances conformes à la réalité.

Dans ces conditions, certes le cout péréqué des raccordements est élevé mais avec l'avantage d'être conforme à la réalité et sans surprises. Comme c'est le cas aujourd'hui, seul un mécanisme de compensation permettrait à l'OI d'appliquer un tarif d'usage raisonnable à l'OC.

[Le mode « STOC »](#)

QUESTION 43 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers supportés et échangés entre l'OI et l'OC pour la réalisation d'un raccordement final en mode STOC, de la passation de la commande par l'OC à la perte de son client final, selon que l'OC ait payé initialement le raccordement final ou qu'il le loue mensuellement.

Réponse identique question 35

Flux n°2 :

OI vers OC pour payer la sous traitance du câblage. Les prestations sont forfaitaires et définies dans le contrat de sous traitance au tarif négocié en bilatérale avec chaque opérateur

Flux n°3 :

OC vers OI pour payer l'usage du lien. Tarif défini dans le contrat d'accès aux lignes FTTH. L'OI souhaite fixer un tarif qui reflète le cout moyen des raccordements des prestations des sous-traitants (mode OI et mode OC) et qui tient compte des subventions.

Flux n°4 :

OI rembourse l'OC au prorata temporel d'usage du lien.

Pour ce qui est de la location, nous avons établi un tarif qui tient compte des recommandations de l'ARCEP de 2016 avec un tarif de 12,20.

Ils sont également invités à répondre aux interrogations suivantes :

- comment les opérateurs négocient-ils les grilles de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) du mode STOC en zone RIP ?

R : Réponse identique question 36

Au moment de l'établissement du contrat de sous traitance de câblage avec un opérateur donné, nous comparons avec nos marchés en mode OI pour que les marchés soit équitables.

- quelle est la conséquence de la subvention publique sur les flux financiers échangés entre l'OI et l'OC en mode STOC ? Notamment, il est demandé aux OI de préciser les mécanismes de reversement des subventions publiques du raccordement final, lorsqu'elles existent, à l'OC. Par exemple, en mode STOC, dans le cadre d'une pratique tarifaire à l'euro-l'euro, la subvention publique est-elle reversée au moment de la facturation du raccordement final à l'OC ? Est-ce qu'elle fait l'objet d'un flux différé regroupant les raccordements finals réalisés sur un ou sur l'ensemble des réseaux de l'OI ?

Concernant le RIP LIAIn construit et géré par le SIEA. Le montant facturé à l'OC pour l'usage du lien (flux n°3) est diminué de la subvention du plan France Très Haut Débit qui est de l'ordre de 150 euros.

Les montants subventionnés ne sont pas versés au moment du raccordement. Des demandes de décaissements pour les raccordements réalisés sont faites à quelques reprises dans l'année.

QUESTION 44 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

(i) Les acteurs invités à exprimer leur position sur ces différentes modalités tarifaires du mode STOC en zone d'initiative publique. Les OI RIP préciseront la modalité qu'ils retiennent dans leur contrat d'accès en indiquant la raison de ce choix.

Réponse identique question 37

SIEA considère un risque dans la pratique « euro-euro » avec un cout non maîtrisé pour la restitution des droits d'usages (flux n°4).

Le tarif d'usage doit être établi en évaluant le cout réel des raccordements.

(ii) Ils sont également invités à exprimer leur position sur la possibilité pour les OI RIP de fixer une seule grille de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) en contrepartie du bénéfice d'un tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire subventionné unique en mode « CAPEX » et « location » pour le raccordement final.

Réponse identique question 38

SIEA considère qu'il ne serait pas possible de mettre en place une grille unique compte de ses marchés pour les raccordements en mode OI.

Ceci étant les négociations avec les OC ont toujours permis d'établir une grille de sous traitance qui a permis de facturer le tarif d'usage unique et péréqué (mode « CAPEX » et « location » décrit ici).

Pour l'instant nous n'avons jamais été confronté à une grille tarifaire de sous traitance (flux n°2) qui imposerait la mise en place pour un OC du mécanisme « euro - euro ». Nous n'envisagons pas cette situation.

De récentes évolutions dans la tarification des raccordements finals en zone RIP

QUESTION 45 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à s'exprimer sur ces niveaux tarifaires, en précisant dans leur réponse s'ils les ont, ou non, contractés et sur l'analyse des services de l'Autorité. En particulier, est-ce que les acteurs considèrent que la pratique de ces derniers en zone d'initiative publique est pertinente ?

Ne se prononce pas car non concerné par ces contrats. Pour rappel SIEA construit le RIP du département de l'Ain et l'exploite avec sa régie en propre « Reso LIAin ».

Nous appliquerions indifféremment le même tarif pour l'usage du lien (flux n°3) que le raccordement ait été réalisé en mode OI ou en mode STOC.

Pour les OC contractants, quelles sont les conséquences de l'augmentation tarifaire sur leur stratégie commerciale (mutualisation, relation avec le client final, etc.) ? En particulier, les OC contractant en mode STOC sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers échangés avec l'OI, de la passation de la commande à la perte du client final, en détaillant les flux influencés par le tarif de 450 €.

Ne se prononce pas en tant qu'OI.